



**78^E ENQUÊTE DE CONJONCTURE
SEMESTRIELLE AUPRÈS DES PME**

REFROIDISSEMENT

Janvier 2024

Croissance faible en 2023 et 2024

L'activité des TPE-PME connaît un ralentissement marqué en 2023. Les dirigeants tablent sur une croissance de leur chiffre d'affaires d'à peine 1 %, après +6 % estimé en 2022. D'un côté, les contraintes d'offre se réduisent, notamment les difficultés d'approvisionnement, mais de l'autre côté, les contraintes de demande progressent : les carnets de commandes se tassent sensiblement et la faiblesse de la demande freine l'investissement de plus de la moitié des entreprises interrogées. L'inflation et un taux d'épargne toujours plus élevé qu'avant crise sanitaire ont pesé sur la consommation des ménages et, partant, les débouchés des entreprises.

Le ralentissement de l'activité est généralisé à l'ensemble des secteurs, avec toutefois de fortes disparités. La conjoncture apparaît particulièrement dégradée dans la Construction et les Transports, tandis que le Tourisme continue d'afficher une croissance plus dynamique que la moyenne, semblant toujours bénéficier d'un léger effet de rattrapage post-Covid. Au sein de l'Industrie, la branche des biens de consommation est celle qui fait part de plus grandes difficultés tandis que l'industrie agroalimentaire tire son épingle du jeu.

Les divergences sont également visibles par taille : les TPE voient leur activité reculer quand celle des PME de plus de 50 salariés reste plutôt dynamique.

En cohérence avec le ralentissement de l'activité, l'emploi est moins dynamique mais affiche encore une fois une certaine résilience. L'indicateur d'emploi diminue moins fortement que celui relatif à l'activité et s'établit à un niveau proche de sa moyenne de long terme.

La situation financière des TPE-PME résiste. Les dispositifs publics, dont le Prêt Garanti par l'Etat (PGE), ont permis de préserver la trésorerie des entreprises au plus fort de la crise. La situation de trésorerie s'est dégradée depuis 2021, mais partant de niveaux historiquement confortables. L'indicateur relatif à la trésorerie des six derniers mois recule très légèrement (-1 point depuis mai dernier à -11) tout en restant supérieur à sa moyenne de longue période. 26 % des TPE-PME jugent désormais leur trésorerie difficile, soit un peu plus que l'an passé (24 %) mais moins qu'en moyenne depuis les années 2000 (29 %). La rentabilité des entreprises est restée inchangée en 2023 par rapport à l'an passé.

Les TPE-PME continuent de consommer leur PGE. 66 % de celles en ayant obtenu un en ont dépensé la majorité (elles étaient 64 % en mai dernier et 56 % en novembre 2022), dont 47 % la quasi-totalité. Le risque de non-remboursement apparaît toujours limité. 20 % auraient intégralement remboursé leur PGE fin 2023, 75 % comptent l'amortir sur plusieurs années, et 4 % craignent de ne pas être en mesure de le rembourser, une proportion stable depuis mai dernier, et en légère baisse sur un an (5 % en novembre 2022).

Les effets du resserrement de la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne (BCE) continuent de se faire sentir. La hausse de 450 points de base de ses taux directeurs entre juillet 2022 et septembre 2023 dans un contexte inflationniste, s'est traduite par une hausse des taux d'intérêt accordés aux entreprises : le taux d'intérêt sur les nouveaux crédits aux PME est passé de 1,41 % en avril 2022 à 5,12 % en septembre 2023. Le coût du crédit est ainsi devenu le principal obstacle à l'investissement, cité par 56 % des PME (34 % un an plus tôt et 10 % deux ans auparavant), suivi de près par la faiblesse de la demande (52 %), en progression également. Pour autant, l'accès au crédit reste jugé relativement souple : 11 % des TPE-PME ayant cherché à investir déclarent avoir rencontré des difficultés pour financer ces investissements, une proportion stable depuis un an et proche de celle observée fin 2019 (10 %).

Dans ce contexte, l'investissement affiche un ralentissement en 2023. Les TPE-PME sont un peu moins nombreuses à déclarer des investissements en 2023 qu'en 2022 (46 %, après 47 %, une proportion inférieure à celle observée avant la crise sanitaire - 54 %), et les dépenses d'investissement ralentissent (le solde d'opinion perd 4 points sur un an à -5). Les TPE-PME auraient en revanche accéléré les montants investis au titre de la transition écologique et énergétique (solde d'opinion en hausse de 2 points, à +7), même si elles sont moins nombreuses à avoir réalisé des investissements verts en 2023 (30 % après 35 % en 2022).

Les perspectives d'activité pour 2024 sont moroses. L'indicateur prévisionnel d'activité perd 2 points et s'éloigne fortement de la moyenne observée sur la période 2000-2022. La confiance des dirigeants se détériore plus particulièrement dans la Construction et les Transports, secteurs déjà les plus affectés en 2023. Les perspectives d'activité sont stables dans les autres secteurs. Les intentions d'emploi sont également moins bien orientées que l'an passé. L'indicateur prévisionnel recule de 5 points mais s'établit au niveau moyen observé depuis 2000. Comme pour l'activité, les indicateurs relatifs aux effectifs en 2024 enregistrent les plus forts reculs dans la Construction et les Transports. Les TPE-PME s'attendent à une nouvelle dégradation de leur situation financière en 2024. L'indicateur sur l'évolution future de la trésorerie recule de 7 points sur le semestre et s'établit à un niveau nettement inférieur à sa moyenne de longue période. L'indicateur prévisionnel de rentabilité s'améliore certes par rapport à l'an passé mais demeure largement inférieur à sa moyenne historique. 20 % des dirigeants anticipent une baisse de rentabilité de leur entreprise en 2024 contre 16 % une hausse. Les investissements seraient également moins dynamiques en 2024. Les TPE-PME seraient un peu moins nombreuses à investir (50 % après 51 % fin 2022 pour 2023) et les montants investis sont attendus en ralentissement. L'investissement se montrerait davantage résilient dans l'Industrie.

Cette étude se base sur les réponses de 4 999 TPE-PME (1 à 249 salariés), reçues entre le 9 novembre et le 5 décembre 2023.

CE QU'IL FAUT RETENIR

1

En 2023, l'activité est en net ralentissement, de même que l'emploi, qui résiste toutefois mieux. De fortes disparités selon les secteurs et la taille.

Les TPE-PME tablent sur une croissance moyenne de leur chiffre d'affaires de +1 % en 2023 après +6 % estimé l'an passé, dans un contexte où les contraintes d'offre s'estompent quand celles de demande s'intensifient. Cette moyenne masque des disparités par taille, les TPE voyant leur activité reculer quand les PME de plus de 50 salariés montrent un certain dynamisme, et par secteur, les Transports et la Construction étant les plus en difficulté. Les embauches ralentiraient dans une moindre mesure, l'indicateur perdant 8 points sur l'année à +6, un niveau légèrement inférieur à sa moyenne de long terme (+8).

2

La situation de trésorerie reste jugée relativement favorable en moyenne.

En dégradation depuis début 2022, la trésorerie des TPE-PME reste néanmoins à un niveau plutôt confortable. Le solde d'opinion perd 1 point depuis mai dernier mais reste au-dessus de sa moyenne de long terme (-11 contre -15). 26 % des TPE-PME jugent leur trésorerie difficile, une proportion en hausse sur un an (24 %) mais inférieure à celle observée en moyenne entre 2000 et 2022 (29 %).

3

Les TPE-PME continuent de puiser dans leur PGE. Le risque de non-remboursement reste limité.

66 % des TPE-PME ayant souscrit à un PGE déclarent en avoir utilisé la majorité (dont 47 % la quasi-totalité), proportion en hausse de 2 points sur six mois et de 10 points sur un an. 4 % craignent ne pas pouvoir le rembourser, une proportion stable par rapport à mai dernier.

4

L'investissement ralentit en 2023, freiné par la forte hausse du coût du crédit, mais l'accès au financement reste jugé plutôt aisé.

46 % des TPE-PME ont investi en 2023 ou prévoyaient de le faire, une proportion en légère baisse sur un an (-1 point) et bien inférieure à celle d'avant crise (51 % en 2019). L'indicateur relatif à l'évolution des montants investis recule de 4 points à -5, alors que le coût du crédit est un frein de plus en plus puissant à l'investissement, cité par 56 % des TPE-PME (34 % il y a un an et 19 % en mai 2022). La part des dirigeants confrontés à des difficultés d'accès au crédit d'investissement reste toutefois relativement faible (11 %, +0,7 point sur un an). Si les TPE-PME sont moins nombreuses à déclarer avoir réalisé des investissements verts en 2023, les dépenses associées seraient en hausse (solde d'opinion à +7, après +5 pour l'année 2022).

5

Les perspectives pour 2024 laissent présager une activité peu dynamique.

Le solde d'opinion sur l'évolution anticipée de l'activité perd 2 points à +4, s'éloignant un peu plus de sa moyenne de longue période (+17). En cohérence, les dirigeants comptent freiner les embauches. Les dépenses d'investissement seraient aussi peu dynamiques, le solde d'opinion, en baisse d'un point, s'inscrivant sous sa moyenne de long terme.

Les chiffres clés

+8

SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2023

EN REcul DE 4 POINTS SUR SIX MOIS ET DE 19 POINTS SUR UN AN

+4

SOLDE D'OPINION SUR LES PERSPECTIVES D'ACTIVITÉ EN 2024

EN BAISSE DE 2 POINTS SUR UN AN

36%

PART DES TPE-PME QUI RENCONTRENT DES DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT SIGNIFICATIVES

EN BAISSE DE 10 POINTS SUR UN AN

56%

PART DES TPE-PME QUI CITENT LE COÛT DU CRÉDIT COMME OBSTACLE À L'INVESTISSEMENT

EN HAUSSE DE 22 POINTS SUR UN AN

4%

PART DES TPE-PME QUI ONT PEUR DE NE PAS ÊTRE EN MESURE DE REMBOURSER LEUR PGE

66 % DÉCLARENT EN AVOIR DÉPENSÉ PLUS DE LA MOITIÉ

30%

PART DES TPE-PME QUI ONT RÉALISÉ DES INVESTISSEMENTS VERTS EN 2023

EN BAISSE DE 5 POINTS PAR RAPPORT À 2022

SOMMAIRE

- 01. ACTIVITÉ ET EMPLOI**
- 02. SITUATION FINANCIÈRE, ACCÈS AU CRÉDIT ET INVESTISSEMENT**
- 03. PERSPECTIVES 2024**
- 04. MÉTHODOLOGIE**



01.

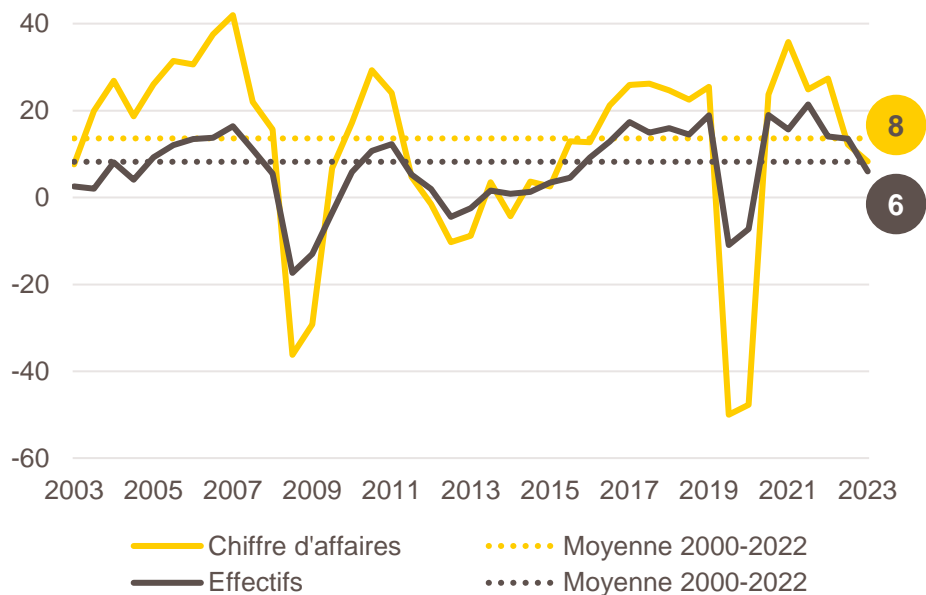


ACTIVITÉ ET EMPLOI

Ralentissement de l'activité et des embauches en 2023

L'activité des TPE-PME affiche un net ralentissement cette année, l'emploi aussi mais dans une moindre mesure. Les TPE font part d'un recul de leur activité alors que les grosses PME font preuve de résilience.

• GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour cette année est passé de +12 à +8 entre les interrogations de mai et novembre 2023.
Champ : total (N=4999)

Source : Bpifrance Le Lab

Le chiffre d'affaires des TPE-PME progresse très légèrement en 2023, marquant un net ralentissement par rapport à 2022 ; les TPE sont à la peine quand les PME de plus de 50 salariés font preuve de dynamisme.

- Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires cette année poursuit son recul fin 2023 (-4 points sur 6 mois, -19 points sur 1 an). À +8, il se situe désormais 6 points sous sa moyenne de long terme (+14). Cette diminution du solde d'opinion s'explique par une proportion plus importante de chefs d'entreprise rapportant une baisse de leur activité en 2023 (27 % contre 21 % en mai dernier et 19 % il y a un an). 36 % indiquent à l'inverse une hausse de leur chiffre d'affaires (33 % il y a 6 mois) et 37 % une stabilisation.
- À +0,6 %, la croissance moyenne du chiffre d'affaires est revue légèrement à la baisse par rapport aux anticipations de mai dernier (+1,2 %), et bien moindre qu'en 2022 (6 % estimé en novembre dernier), dans un contexte de demande affaiblie. Les carnets de commande se sont en effet tassés au second semestre : l'indicateur perd 10 points sur le semestre à -11 et s'établit désormais sous sa moyenne de long terme (-7). Les difficultés d'approvisionnement se sont en revanche légèrement estompées depuis le printemps, même si elles continuent de limiter significativement l'activité de 36 % des TPE-PME (40 % en mai dernier).
- Les TPE de moins de 10 salariés voient leur activité reculer quand les PME de plus de 50 salariés affichent une croissance de leur chiffre d'affaires équivalente à celle observée en moyenne historique. Du côté des TPE, le solde d'opinion s'enfoncé un peu plus en territoire négatif (-3 points sur 6 mois à -5). En moyenne, les dirigeants de TPE tablent sur une contraction de 2,2 % de leur chiffre d'affaires en 2023 (contre +0,1 % en moyenne sur 2000-2022). Le chiffre d'affaires augmenterait à l'inverse de +2,0 % chez les PME d'au moins 10 salariés, et même de +3,3 % pour les PME de 50 à 99 salariés (+3,4 % en moyenne 2000-2022) et de +3,8 % pour les plus grosses PME de 100 à 250 salariés (+3,9 % sur 2000-2022). Les PME de 10 à 49 salariés voient leur activité augmenter mais sur un rythme inférieur à celui observé en moyenne sur le long terme.
- Les entreprises exportatrices, tout comme les entreprises innovantes, font face à un ralentissement plus marqué de leur activité mais continueraient d'afficher, comme habituellement, une croissance plus soutenue (+2 %) que leurs homologues non-exportatrices et non-innovantes (0 %).

L'emploi ralentit moins fortement que l'activité en 2023.

- L'indicateur relatif à l'évolution des effectifs des TPE-PME, qui s'était maintenu à haut niveau au printemps, recule de 8 points sur le semestre. À +6, il affiche un recul sur un an (-8 points) bien moins prononcé que celui relatif à l'activité. Il s'établit désormais légèrement en-dessous de sa moyenne de long terme (+8).
- De même que pour l'activité, l'indicateur relatif aux effectifs est mieux orienté du côté des plus grosses PME.



Dans sa Note de conjoncture de décembre, l'Insee table sur une croissance de l'activité de +0,8 % en 2023, après une croissance de +2,5 % en 2022.

Activité

Un ralentissement généralisé à tous les secteurs mais inégal

Le ralentissement est inégal selon les secteurs d'activité. Le secteur des Transports est le plus affecté.

Le ralentissement de l'activité est plus ou moins marqué selon les secteurs.

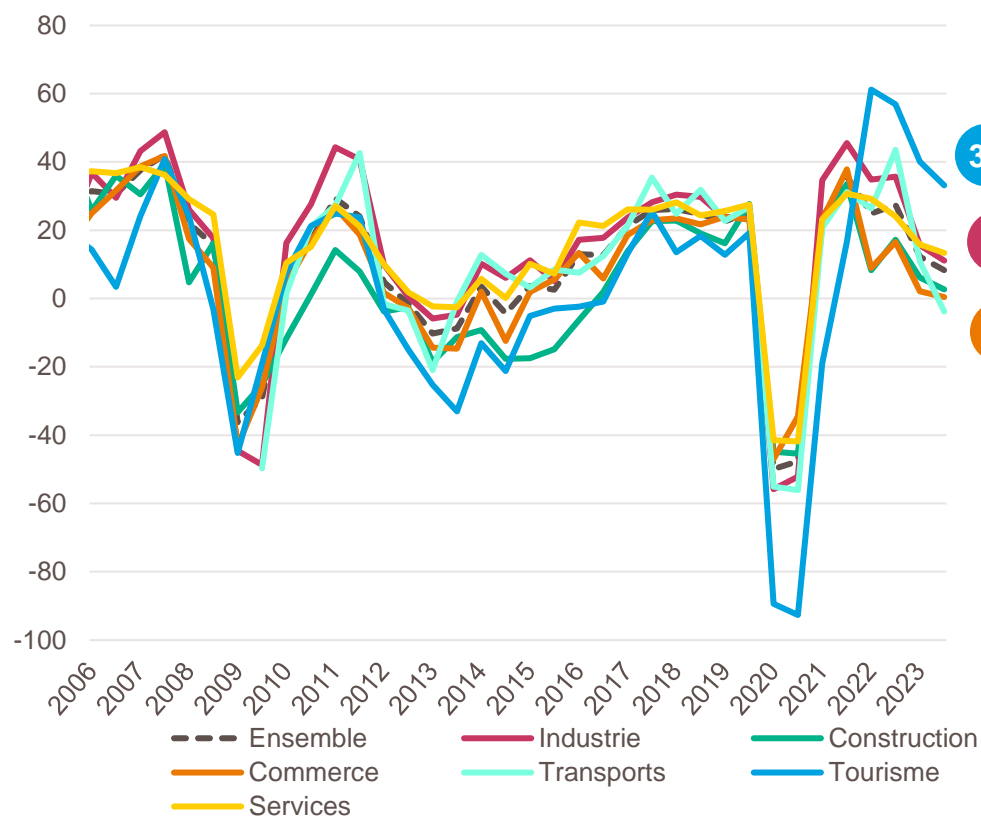
- Les TPE-PME du secteur du Tourisme poursuivent leur rattrapage en 2023. À +33, le solde d'opinion recule certes de 24 points sur un an mais reste largement au-dessus de sa moyenne de longue période (+5) et le plus élevé parmi les secteurs étudiés. Malgré un net ralentissement, l'activité du secteur reste encore relativement dynamique (+5 % d'augmentation du chiffre d'affaires prévu en moyenne pour 2023, après +23 % estimé pour 2022).
- À l'inverse, le secteur des services de Transport marque un gros coup d'arrêt. À -4, le solde d'opinion plonge de 48 points sur un an et passe ainsi en territoire négatif, à un niveau nettement inférieur à sa moyenne de long terme (+9).
- L'activité est également peu dynamique dans le Commerce et la Construction. Les soldes d'opinion, en recul de respectivement 17 et 14 points sur un an, s'établissent à bas niveau (resp. 0 et +3), sensiblement sous leur niveau moyen de long terme (resp. +13 et +8).
- L'activité ralentit dans les Services (-11 points sur un an) et, plus fortement, dans l'Industrie (-25 points) mais la croissance y resterait légèrement plus soutenue que dans les autres secteurs hors Tourisme (+1 % estimé en moyenne). Au sein des sous-secteurs, l'Industrie agro-alimentaire tire son épingle du jeu (-6 points sur un an, +2 points sur le semestre), avec une croissance du chiffre d'affaires pour 2023 estimée à +5 % en moyenne.

Cf. focus sectoriel

- Par région, les TPE-PME d'Île-de-France et de Normandie affichent un ralentissement de leur activité plus modéré cette année que dans les autres régions (solde d'opinion en baisse de respectivement 14 et 15 points sur un an). À l'inverse, l'activité ralentit très nettement en Bourgogne-Franche-Comté (-26 points), région la moins dynamique par ailleurs avec un chiffre d'affaires estimé en baisse de 1 %, ainsi qu'en Centre-Val de Loire (-27 points).

Cf. focus régional

GRAPHIQUE 2 : SOLDE D'OPINION SUR L'ACTIVITÉ PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ
SOLDE D'OPINION EN %



Champ : Total (N=4999)

Source : Bpifrance Le Lab

De fortes disparités au sein de l'Industrie

Les TPE-PME de l'industrie agro-alimentaire et des biens d'équipement tirent leur épingle du jeu tandis que les branches des biens de consommation et des biens intermédiaires font part de difficultés.

L'activité a de nouveau surperformé en 2023 dans l'industrie agroalimentaire, avec un chiffre d'affaires estimé en hausse de +5 % en moyenne (après +8 % estimé en 2022). A +40, le solde d'opinion sur l'activité recule de 6 points sur un an et s'établit encore nettement au-dessus de sa moyenne de long terme (+27). L'activité s'est également montrée plus dynamique que la moyenne dans les Biens d'équipement (+2 % après +4 % estimé en 2022). A l'inverse, le chiffre d'affaires serait resté stable en moyenne dans la branche des biens intermédiaires (+0 % après +7 % en 2022) et se serait contracté dans les biens de consommation (-2 % après +4 % en 2022). Dans ces deux branches, le solde d'opinion recule de 37 points sur un an (à resp. +5 et -7) et s'inscrit à des niveaux largement en-deçà de leur moyenne de long terme (resp. +16 et +13).

En 2023, l'emploi ralentit dans toutes les branches industrielles, et est de loin le moins bien orienté dans les biens de consommation. Le solde d'opinion diminue logiquement plus fortement dans les branches dont l'activité est la plus affectée, et plus particulièrement dans les biens de consommation, où il passe en territoire négatif (-19 pts à -6) à un niveau très inférieur à sa moyenne de long terme (+5) à l'inverse des autres branches, où l'indicateur est supérieur ou égal à la moyenne historique.

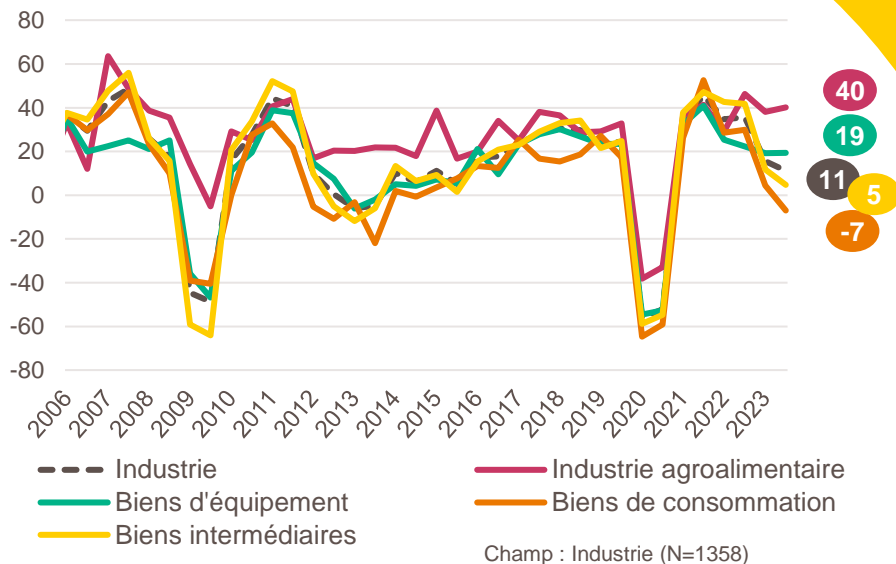
La trésorerie s'est là encore plus fortement dégradée au cours des 6 derniers mois dans les biens de consommation, où le solde d'opinion recule de 8 points sur le semestre (contre +1 à +2 points dans les autres branches), à un niveau toutefois proche de sa moyenne historique. Les TPE-PME de l'industrie agroalimentaire sont les plus nombreuses à juger leur trésorerie difficile (32 %) et leur rentabilité mauvaise (35 %).

L'investissement est inégal selon les branches. Il résiste le mieux dans les biens d'équipement (les TPE-PME sont plus nombreuses à investir que l'an passé et les dépenses d'investissement accélèrent). L'investissement ralentit en revanche très nettement dans l'industrie agroalimentaire (-14 pts sur un an à -18 contre 0 en moyenne historique) et les biens intermédiaires (-12 pts à -6 contre -2).

34 % des TPE-PME industrielles ont réalisé des investissements verts en 2023, c'est plus que la moyenne (30 % tous secteurs confondus), mais bien moins que l'an passé (40 % en 2022 selon l'enquête de mai 2023). Par branche, les TPE-PME des biens de consommation et des biens intermédiaires sont les plus nombreuses en proportion à réaliser des investissements verts : respectivement 38 % et 36 % d'entre elles, des proportions en recul sur un an mais d'ampleur limitée (-4 et -2 points). Elles sont même 20 % dans ces branches à consacrer plus de 10 % de leurs investissements à la réduction des émissions de GES et de l'empreinte carbone de leur entreprise (contre 13 % en moyenne). À l'inverse, la proportion de TPE-PME réalisant des investissements verts a fortement chuté en 2023 dans l'industrie agroalimentaire et les biens d'équipements (-12 points, à resp. 32 % et 29 %). Le solde d'opinion sur l'évolution des dépenses d'investissements verts chute de 12 points dans l'industrie agroalimentaire (à 0), et perd 2 points dans la branche des biens de consommation (à +6). Il progresse à l'inverse dans les branches des biens d'équipements et des biens intermédiaires (resp. +6 et +5 points), où il s'inscrit, à +13, au plus haut niveau parmi les sous-secteurs étudiés dans cette enquête.

En 2024, l'activité resterait plus dynamique dans l'industrie agroalimentaire que dans les autres branches, mais croîtrait à un rythme moindre qu'en 2023 : le solde d'opinion recule de 4 points à +21, un niveau bien plus élevé que dans les autres branches industrielles mais inférieur à sa moyenne de long terme (+34). Les perspectives d'activité s'améliorent dans les biens d'équipement (+7 points, à +14) et dans les biens de consommation (+7 points, à +10). En revanche, la conjoncture ne s'améliorerait pas dans les biens intermédiaires (-2 points, à +2, contre +21 en moyenne historique). L'emploi continuerait de ralentir dans l'ensemble des branches mais resterait relativement dynamique dans les biens d'équipement (-1 point à +26, un niveau très largement supérieur à la moyenne de terme, de +15). Les perspectives d'investissement sont bien orientées dans l'Industrie, hormis dans les biens de consommation (-11 points sur un an à +1, contre +15 en moyenne historique).

Graphique 10 : Solde d'opinion sur l'activité par branche industrielle (en %)



Emploi

Ralentissement des embauches

L'emploi ralentit en 2023, plus fortement dans les secteurs des Transports et de la Construction, et chez les TPE.

Les embauches seraient les moins dynamiques dans les Transports et la Construction, en cohérence avec une activité plus déprimée dans ces secteurs.

- Le solde d'opinion sur les effectifs est le plus faible dans les Transports et la Construction. Il y avoisine 0 et s'établit nettement en-deçà de sa moyenne de long terme dans ces deux secteurs (respectivement +7 et +6). Les embauches sont également attendues peu dynamiques dans le Commerce (-7 points à +4).
- Malgré un repli sur un an (-11 points), l'indicateur relatif à l'emploi dans le Tourisme demeure, à +8, nettement supérieur à sa moyenne de long terme (0), en cohérence avec la poursuite du rattrapage attendue cette année.
- Les embauches resteraient un peu plus soutenues que la moyenne dans l'Industrie et les Services malgré un ralentissement certain (respectivement -11 et -5 points sur un an, à +7 et +10). En dehors du Tourisme, l'Industrie est le seul secteur pour lequel l'indicateur d'emploi ne s'inscrit pas sous sa moyenne de long terme.

 Cf. focus sectoriel

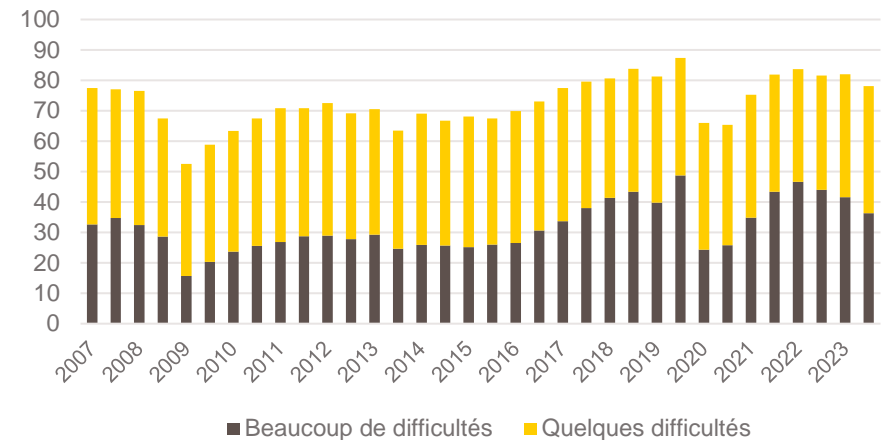
Comme habituellement, les créations d'emploi seraient plus vigoureuses chez les PME d'au moins 10 salariés, les PME innovantes et celles tournées vers l'international.

- Les embauches marquent un coup d'arrêt chez les TPE (moins de 10 salariés). En recul de 8 points sur un an, le solde d'opinion passe en territoire négatif (-5) et s'établit 5 points sous sa moyenne de long terme. Seules 10 % des TPE ont augmenté leurs effectifs cette année (contre 26% des PME d'au moins 10 salariés).
- Le solde d'opinion sur l'emploi suit une trajectoire assez similaire quel que soit son caractère innovant et/ou exportateur. Les embauches demeurent, comme habituellement, plus dynamiques chez les PME innovantes et celles tournées vers l'international.

Les difficultés de recrutement se réduisent mais restent élevées.

- Après s'être stabilisées à niveau élevé pendant 2 ans, les difficultés de recrutement se réduisent fin 2023, à des niveaux désormais légèrement inférieurs à ceux observés juste avant la crise sanitaire. 78 % des chefs d'entreprise ayant cherché à recruter déclarent avoir rencontré des difficultés pour le faire (82 % en mai dernier et 74 % en moyenne sur 2000-2019). Ils sont en particulier moins nombreux à signaler de grandes difficultés : 36 % d'entre eux, après 42 % en mai dernier, 44 % il y a 1 an et 32 % en moyenne pré-crise sanitaire).
- Les dirigeants des TPE-PME de l'Industrie et de la Construction sont ceux qui rencontrent le plus de difficultés de recrutement significatives (resp. 40 % et 42 %), même si elles sont en baisse depuis le printemps (resp. 44 % et 52 % alors).

• GRAPHIQUE 3 : PART DES PME AYANT RENCONTRÉ DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT (EN %)



Note de lecture : Les données de novembre 2019 sont à interpréter avec précaution en raison d'une légère modification dans la question posée aux entreprises.
Champ : Total (N=4999) ; Source : Bpifrance Le Lab



Les données de l'Insee traduisent une stabilisation des créations nettes d'emploi salarié dans le secteur privé aux 2^e et 3^e trimestres 2023, après un rythme de croissance soutenu en 2021 et 2022. Fin septembre 2023, l'emploi salarié privé est en hausse de 0,7 % sur un an et de 6,0 % par rapport à son niveau de fin 2019.



02.



**SITUATION
FINANCIÈRE,
ACCÈS AU CRÉDIT
ET INVESTISSEMENT**

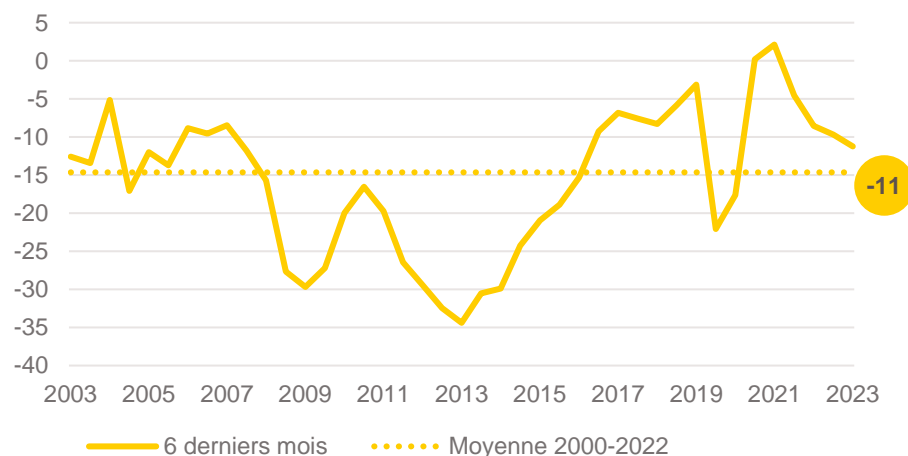
Légère détérioration de la trésorerie et de la rentabilité en 2023

La situation de trésorerie se dégrade très légèrement en 2023, tout en restant à des niveaux confortables en moyenne

Malgré des coûts de production toujours élevés, notamment du côté de l'énergie, la trésorerie des TPE-PME se maintient à un niveau encore relativement confortable en moyenne.

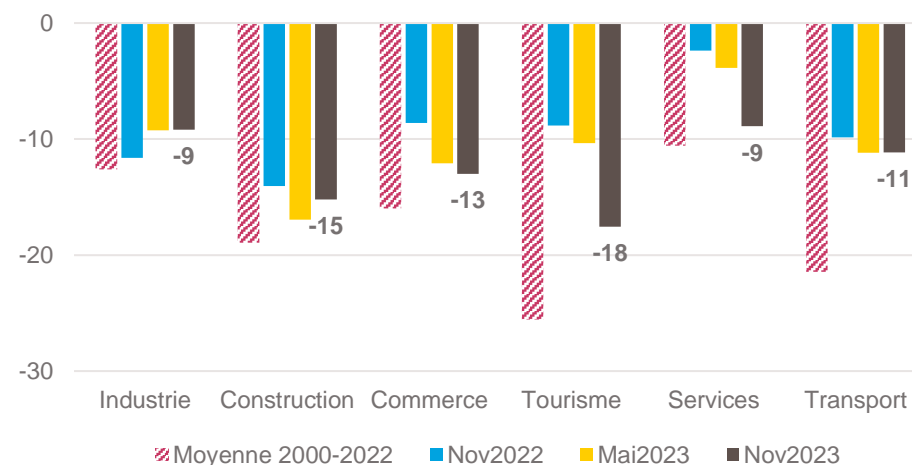
- À -11, le solde d'opinion sur la situation de trésorerie au cours des 6 derniers mois perd 1 point sur le semestre et 2 points sur un an. Il demeure supérieur à sa moyenne de long terme (-15), les dispositifs de soutien mis en place lors de la crise sanitaire, parmi lesquels le Prêt Garanti par l'État (PGE, cf. focus p.12), ayant permis de préserver la trésorerie des TPE-PME au plus fort de la crise. Les TPE-PME sont désormais 26 % à juger leur situation de trésorerie difficile (24 % un an plus tôt et 29 % en moyenne sur 2000-2022). 15 % la jugent à l'inverse aisée et 59 % normale.

• GRAPHIQUE 4 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE PASSÉE (SOLDE D'OPINION EN %)



Note de lecture : en novembre 2023, la part des TPE-PME déclarant une trésorerie difficile durant les 6 derniers mois était supérieure de 11 points à la part déclarant une trésorerie facile.
Champ : total (N=4999); Source : Bpifrance Le Lab

• GRAPHIQUE 5 : JUGEMENT SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (SOLDE D'OPINION EN %)



Champ : total (N=4999); Source : Bpifrance Le Lab

- La situation de trésorerie des TPE-PME du Tourisme s'est dégradée (-8 points sur le semestre) mais reste à un niveau confortable pour le secteur, le solde d'opinion s'établissant encore 8 points au-dessus de sa moyenne de long terme. La trésorerie est également jugée un peu moins bonne qu'au printemps et qu'un an auparavant dans le Commerce et les Services. Le jugement sur la trésorerie récente reste globalement inchangé dans les Transports et la Construction. Seules les TPE-PME industrielles font part d'un léger renforcement de leur trésorerie (+3 points sur un an à -9).

La rentabilité des TPE-PME reste inchangée en 2023.

- 78 % des TPE-PME considèrent que leur rentabilité a été « bonne » ou « normale » en 2023, une proportion identique à celle observée pour l'année 2022 (enquête de mai 2023). Cette part reste inférieure à celle observée avant crise (83 % en 2019 selon l'enquête de mai 2020) mais supérieure à la moyenne de longue période (75 %). Le solde d'opinion recule de 7 points sur le semestre, à +1.
- La rentabilité s'est fortement dégradée en 2023 dans les Transports (-29 points sur le semestre à -12) et dans le Commerce (-13 points à +3), secteur qui conserve une rentabilité satisfaisante avec le plus faible taux de répondants déclarant une rentabilité mauvaise en 2023 (19 % contre 22 % tous secteurs confondus). Elle s'est dégradée dans une moindre mesure dans les Services (-8 points), l'Industrie (-3 points) et la Construction (-1 point). Elle s'est en revanche améliorée dans le Tourisme (+8 points, à -2).

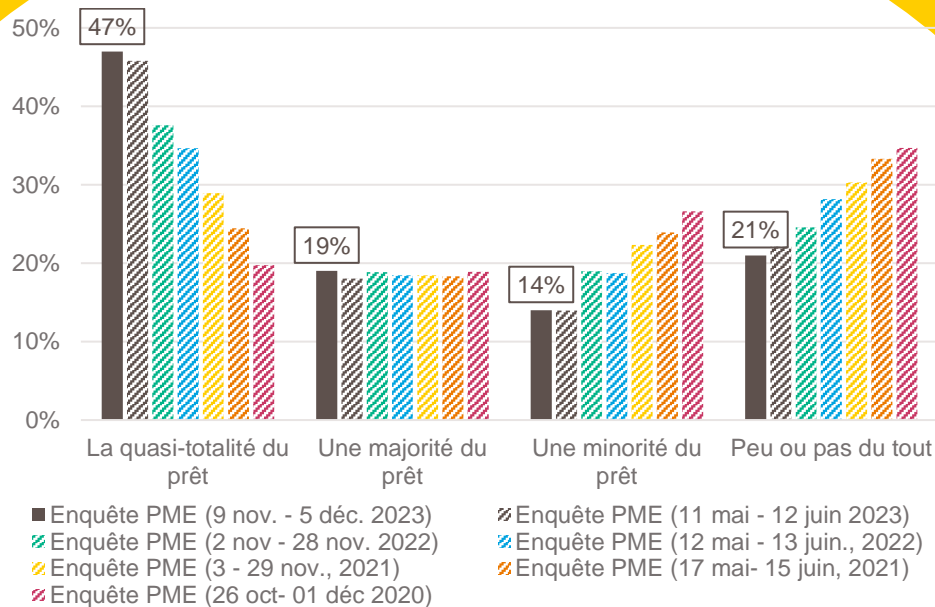
FOCUS

Mi-2023, un risque de non-remboursement du PGE toujours très limité

Les PGE (Prêts garantis par l'État) ont fortement été sollicités par les TPE-PME pour faire face au choc d'activité lié à l'épidémie de Covid-19. Un peu plus de la moitié d'entre elles déclarent avoir obtenu un PGE.

Graphique 6 : Montants des PGE utilisés

En %

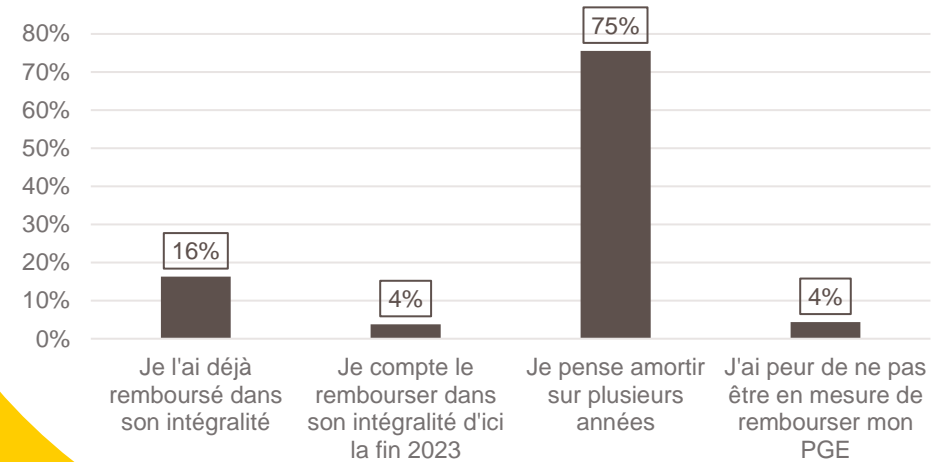


Champ : Entreprises ayant demandé et obtenu un PGE (N=2502)

Source : Bpifrance Le Lab

Graphique 7 : Horizon de remboursement des PGE

(En %)



Champ : Entreprises ayant demandé et obtenu un PGE (N=2502)

Source : Bpifrance Le Lab

À ce jour, 66 % des dirigeants de TPE-PME ayant obtenu un PGE déclarent l'avoir consommé en majorité (19%) voire dans sa quasi-totalité (47 %), soit une proportion en hausse relativement à mai dernier (64 %) et novembre 2022 (56 %). À l'inverse, la part des TPE-PME ayant principalement gardé le prêt en réserve continue logiquement de diminuer pour atteindre 34 %.

- La consommation du PGE a nettement augmenté dans le Commerce et les Transports ce semestre (+5 points à respectivement 69 % et 63 % ayant consommé la majorité de leur prêt). Les TPE-PME de la Construction sont les plus nombreuses à avoir consommé la majorité de leur PGE (70 %).

Le risque de non-remboursement associé au PGE apparaît toujours limité.

- Trois quarts des TPE-PME ayant sollicité le dispositif public prévoient un amortissement de la totalité du prêt sur plusieurs années. Une TPE-PME sur cinq aurait remboursé son prêt d'ici fin 2023 : 16 % l'ont déjà intégralement remboursé (elles étaient 11 % il y a 6 mois) et 4 % comptaient le faire d'ici la fin d'année.
- 4 % des répondants craignent de ne pas être en mesure de rembourser leur prêt, une proportion identique à celle observée en mai dernier, en très légère baisse sur un an (5 % en novembre 2022), et proche de celle observée depuis que la question est posée (entre 4 et 6 % depuis fin 2020).
- Le risque de non-remboursement du PGE, historiquement plus élevé dans le Tourisme, diminue sensiblement dans ce secteur (3 % après 6 % en mai dernier). Il augmente légèrement (+1 point) dans les autres secteurs. Les TPE-PME de la Construction sont désormais les plus nombreuses en proportion à faire part de cette crainte (6 %).

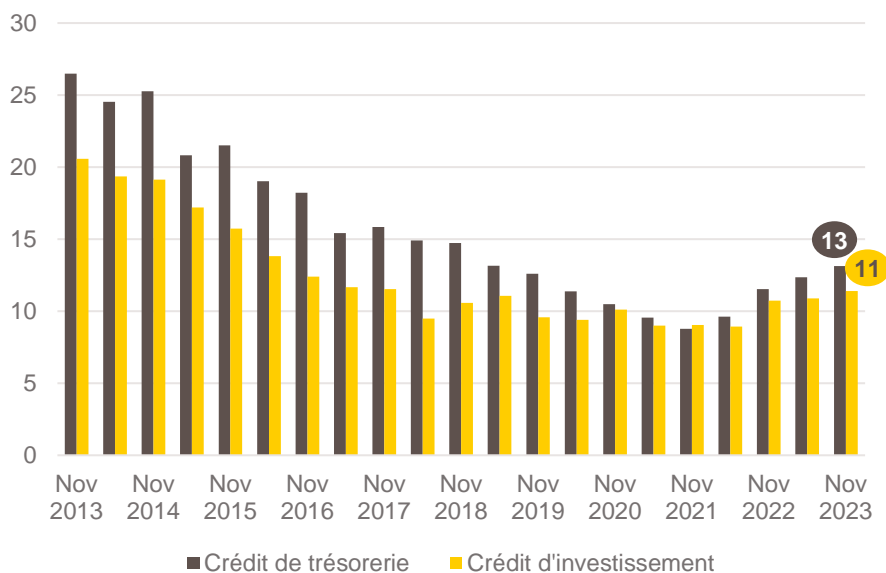
Des conditions d'accès au crédit un peu moins souples

L'accès au crédit de trésorerie s'est légèrement durci sur un an. Les conditions d'accès au crédit restent toutefois relativement souples, proches des niveaux observés avant crise.

L'accès au crédit de trésorerie se durcit quelque peu, mais reste proche du niveau observé avant crise.

- Dans un contexte de hausse des taux, les TPE-PME rencontrent un peu plus de difficultés d'accès au crédit de trésorerie. Ainsi, 13 % des TPE-PME déclarent avoir rencontré des difficultés pour financer leur exploitation courante, une proportion en hausse sur le semestre (+1 point) et sur un an (+1 point) mais qui reste similaire au niveau d'avant crise (13 % en novembre 2019) et bien en-dessous de la moyenne de long terme (18 %).

• GRAPHIQUE 8 : DIFFICULTÉS D'ACCÈS AU CRÉDIT ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE, EN %



Champ : Total (N=4999)
Source : Bpifrance Le Lab

- La part de TPE-PME rencontrant des difficultés à financer leur exploitation courante est la plus élevée dans le Tourisme, comme habituellement dans ce secteur. Elle s'élève à 22 %, une proportion en légère hausse (+2 points sur le semestre, +1 point sur 1 an) mais encore légèrement inférieure à son niveau d'avant crise (23 % en novembre 2019). Au cours du 2nd semestre 2023, l'accès au crédit de trésorerie s'est également durci dans les Services (+2 points à 14 %) ainsi que dans les Transports (+1 point à 11 %). Les conditions d'accès au crédit de trésorerie sont restées globalement inchangées au 2nd semestre dans l'Industrie, la Construction et le Commerce.
- Pour les TPE-PME rencontrant des difficultés pour financer leur exploitation courante, le niveau insuffisant d'activité et / ou les perspectives trop incertaines demeure la principale explication, citée par 50 % d'entre elles (une proportion en légère baisse ce semestre). Cette proportion grimpe à 63 % dans les Transports, en hausse de 20 points ce semestre et de 28 points sur un an. La deuxième raison la plus citée, en progression depuis mai dernier, est la nécessité d'apporter des garanties jugées trop importantes (37 % après 34 %). Ce frein est en forte progression ce semestre dans le Commerce et le Tourisme. Le risque associé au secteur d'activité arrive en 3^e position au global (29 %), mais représente un frein puissant à l'accès au crédit de court terme dans la Construction (39 %), les Transports (41 %) et le Tourisme (49 %), même s'il y est un peu moins cité qu'en mai dernier.

Les difficultés d'accès au crédit d'investissement progressent légèrement.

- 11 % des TPE-PME déclarent rencontrer des difficultés d'accès au crédit d'investissement, une proportion un peu plus élevée depuis mai dernier (+0,5 point, après + 2 points entre mai 2022 et mai 2023), légèrement supérieure à celle d'avant crise (10 % en novembre 2019).
- Les difficultés d'accès au crédit d'investissement sont les plus élevées dans le Tourisme, avec 21 % de dirigeants cherchant à investir en ayant rencontrées, une proportion en hausse de 4 points sur un an. Cette proportion reste toutefois plus faible qu'avant crise, à l'inverse des autres secteurs (26 % en novembre 2019). L'accès au crédit s'est également resserré dans le Commerce et la Construction. Il est resté globalement stable dans les autres secteurs.
- Les entreprises rencontrant des difficultés d'accès au crédit d'investissement citent toujours la fragilité financière de leur entreprise comme la principale raison, une proportion en recul toutefois depuis un an (66 % après 68 %). Le risque associé au secteur d'activité est la deuxième raison qui explique ces difficultés, en légère progression sur un an (28 % après 26 % en novembre 2022).



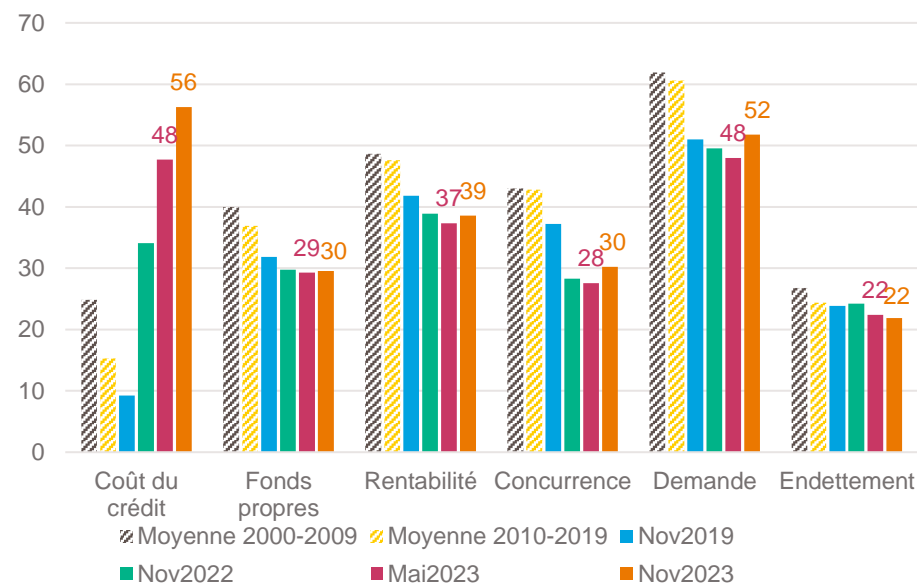
Les données de la [Banque de France](#) traduisent une demande de crédit d'investissement globalement stable (19 % des PME) et bien adressée par les banques, avec un taux d'obtention des crédits d'investissement qui reste élevé (95 % pour les PME au 3e trimestre 2023).

Le coût du crédit, principal obstacle à l'investissement

Le coût du crédit et les contraintes de demande freinent l'investissement de plus de la moitié des entreprises.

- Dans un contexte de forte hausse des taux d'intérêt depuis mi-2022 (cf. encadré), le coût du crédit apparaît comme le premier obstacle à l'investissement, cité par 56 % des TPE-PME, une proportion en hausse marquée (48 % en mai dernier, 34 % il y a un an et 19 % en mai 2022). Cet obstacle est qualifié d'insurmontable par 5 % des TPE-PME (2 % il y a un an, 1 % en moyenne depuis 2000). Les TPE-PME des Transports, de la Construction et du Tourisme sont plus nombreuses en proportion à considérer le coût du crédit comme un frein à leurs investissements (respectivement 73 %, 62 % et 62 %).
- La faiblesse de la demande représente également un obstacle majeur à l'investissement, citée également par plus de la moitié des TPE-PME (52 %, une proportion en hausse de 4 points sur le semestre et de 2 points sur un an mais inférieure à la moyenne observée pré-Covid). Les TPE-PME des Transports sont désormais les plus nombreuses à citer la faiblesse de la demande comme un frein à l'investissement : 60 % d'entre elles, soit une hausse de 15 points par rapport à mai dernier. Les contraintes de demande freinent également davantage l'investissement des TPE-PME du Commerce et du Tourisme que l'an passé (+5 et +4 points sur un an, à respectivement 57 % et 49 %). 53 % des TPE-PME industrielles les citent comme obstacle à leurs investissements.
- La faiblesse de la rentabilité reste le troisième obstacle mentionné par les dirigeants (39 %), dans les mêmes proportions qu'il y a un an. Ce frein est davantage cité par les TPE-PME des Transports (49 %, soit +6 points sur un an).
- Les contraintes de bilan identifiées par les TPE-PME évoluent peu. L'insuffisance de fonds propres et l'endettement excessif sont évoqués comme un obstacle à l'investissement par respectivement 30 % et 22 % des dirigeants, des proportions stables voire en légère baisse par rapport à novembre 2022, et inférieures à celles observées avant crise. L'insuffisance de fonds propres représente un frein un peu plus puissant ce semestre dans le secteur des Transports (33 %, en hausse de 4 points sur un an).

• GRAPHIQUE 9 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT
IMPORTANT OU INSURMONTABLE, EN %



Champ : Total (N=4999)
Source : Bpifrance Le Lab

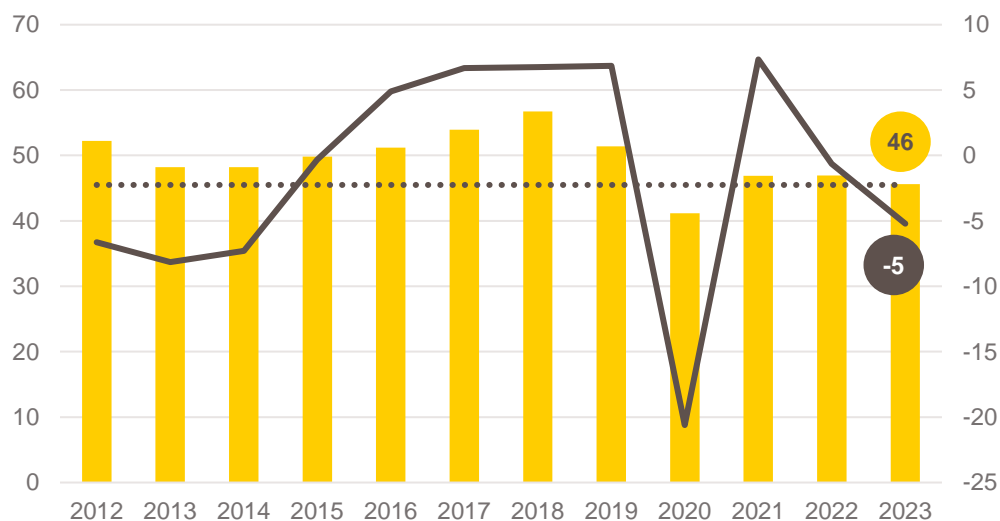


Afin de contenir l'inflation, la Banque centrale européenne (BCE) a fortement augmenté ses taux directeurs depuis juillet 2022. Le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de la BCE s'établissait ainsi à +4,5 % en septembre 2023, contre 0 % en juin 2022. Cette hausse s'est répercutée sur le taux des crédits accordés par les banques aux ménages et aux entreprises. Le taux d'intérêt annuel sur les nouveaux crédits accordés aux PME s'élevait ainsi à +5,12 % en septembre 2023 contre 1,41 % en avril 2022 selon les données de la Banque de France.

L'investissement des TPE-PME ralentit en 2023

En 2023, les TPE-PME restent moins nombreuses à investir qu'avant crise.

• GRAPHIQUE 12 : ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS



■ Part des PME ayant investi ou souhaitant investir d'ici la fin de l'année (% , total des répondants)
 — Évolution des montants investis (solde d'opinion, éch. D.)
 Moyenne 2000-2022

Champ : Total (N=4999)
 Source : Bpifrance Le Lab

46 % des TPE-PME déclarent avoir investi ou prévoient de le faire en 2023, une proportion en léger recul sur un an et toujours inférieure à son niveau d'avant crise (51 % en 2019).

- Les TPE-PME du Tourisme seraient nettement plus nombreuses à investir en 2023 (51 % après 43 % en 2022), dans des proportions proches de celles observées avant crise. Dans les Transports également, les TPE-PME seraient plus nombreuses à investir que l'an passé (56 % après 54 %), mais dans des proportions toujours largement inférieures à ce qui était observé avant crise (65 % en 2019). La part de TPE-PME déclarant investir en 2023 diminue en revanche dans l'Industrie (57 % après 59 %), bien qu'à un niveau proche de celui observé en 2019 (58 %), et plus fortement dans la Construction (45 % après 49 %) et le Commerce (36 % après 39 %), à des niveaux bas pour ces secteurs (resp. 56 % et 43 % en 2019). Elle reste stable à bas niveau dans les Services (39 % contre 46 % en 2019).

L'indicateur relatif à l'évolution des montants investis ou prévus cette année perd 4 points sur un an, et s'inscrit ainsi à -5, un niveau désormais inférieur à sa moyenne de longue période (-2).

- Les montants investis se tasseraient dans l'ensemble des secteurs. Le solde d'opinion perd entre 4 et 6 points selon les secteurs, hormis dans les Services où il est quasi stable à -2 (-1 point), un niveau toutefois là aussi inférieur à sa moyenne de long terme.

Peu d'évolution du côté des sources de financement : 37 % des investissements seraient financés par le secteur bancaire et 41 % autofinancés (le reste étant financé par l'apport d'associés ou de la maison mère, du crédit-bail ou d'autres ressources externes).

Par destination, la part des investissements allouée à l'immobilier diminue fortement (29 % après 42 % en 2022) **au profit des investissements mobiliers** (64 % après 53 %) et, dans une moindre mesure, incorporels (7 % après 5 %), pour revenir à des proportions plus proches de celles observées avant crise (resp. 32 % / 60 % / 8 % en moyenne sur 2018 / 2019).

La part des TPE-PME ayant réalisé des investissements verts au cours de l'année 2023 diminue pour atteindre 30 %, après 35 % en 2022 et 42 % en 2021. Ce recul de la proportion de TPE-PME investissant au titre de la transition écologique et énergétique (TEE) est commun à l'ensemble des secteurs. La part des TPE-PME ayant consacré plus de 10 % de leurs dépenses d'investissement à des investissements verts reste en revanche globalement stable, à 13 % (14 % en 2022, 11 % en 2021).

Le solde d'opinion sur l'évolution des montants investis au titre de la TEE progresse toutefois de 2 points, à l'inverse du solde d'opinion sur l'évolution des montants totaux investis. Cette progression s'observe dans tous les secteurs. À +7, davantage de dirigeants comptent augmenter leurs investissements verts (17 %) que les réduire (10 %).



03.

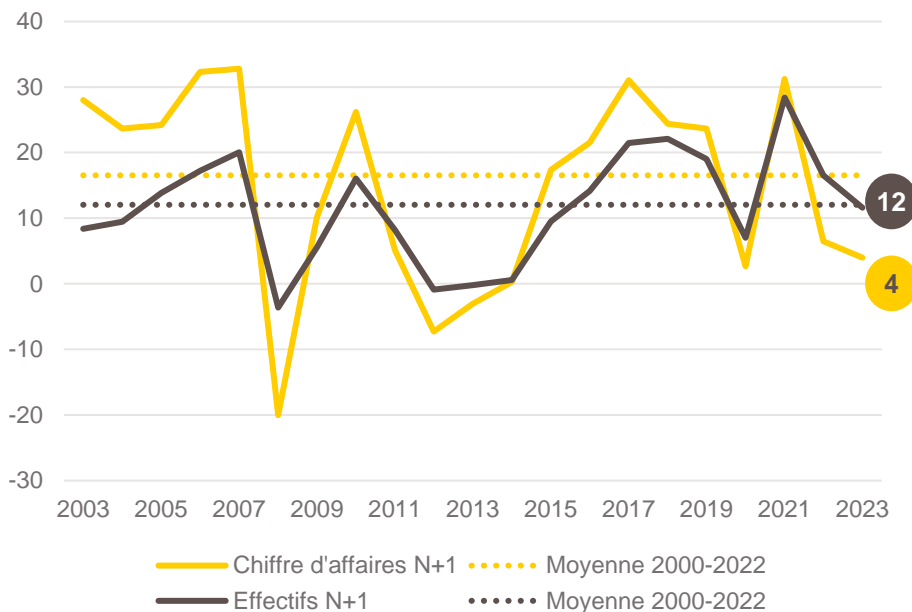


**PERSPECTIVES
2024**

Des perspectives d'activité encore peu allantes pour 2024

Les perspectives d'activité sont particulièrement mal orientées dans la Construction et les Transports. Les embauches ralentiraient en 2024.

• GRAPHIQUE 13 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DE L'EMPLOI POUR L'ANNÉE SUIVANTE SOLDE D'OPINION EN %



Note : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante a reculé de 2 points sur 1 an pour s'inscrire à +4 en novembre 2023 pour 2024.
Champ: Total (N=4999); Source : Bpifrance Le Lab

Les dirigeants sont peu confiants quant aux perspectives d'activité de leur entreprise pour 2024.

- Le solde d'opinion sur les perspectives d'activité pour l'année à venir poursuit son recul (-2 points sur un an à +4) et s'éloigne ainsi un peu plus de sa moyenne de long terme (+17).
- Conjointement, l'indicateur sur l'évolution des carnets de commande au cours des 6 prochains mois perd 1 point en un an à -9, un niveau très en-deçà de sa moyenne historique (+4).
- Les perspectives d'activité s'assombrissent encore dans la Construction, dans le sillage du sous-secteur du Bâtiment, ainsi que dans les Transports, secteurs déjà les plus affectés en 2023. L'indicateur prévisionnel d'activité chute de respectivement 13 et 11 points par rapport à novembre 2022 (prévisions pour l'année 2023) à -16 et -12, des niveaux très inférieurs à leur moyenne de long terme et à ceux observés dans les autres secteurs. L'indicateur prévisionnel d'activité se stabilise à l'inverse dans les autres secteurs (+/-1 point) et demeure, dans le Tourisme, supérieur à son niveau moyen de long terme.
- Les perspectives d'activité sont moins bien orientées que l'an passé quels que soient la taille ou le caractère exportateur de l'entreprise, même si elles restent, comme habituellement, plus allantes chez les PME d'au moins 10 salariés et les entreprises exportatrices que chez les TPE et les entreprises centrées uniquement sur le marché domestique. Les dirigeants de TPE-PME innovantes sont plus optimistes (stabilisation de l'indicateur prévisionnel d'activité contre -4 points pour les non-innovantes).

En conséquence, les dirigeants prévoient de freiner les embauches en 2024 mais dans une moindre mesure que l'activité.

- À +12, le solde d'opinion sur les perspectives d'emploi pour l'année à venir diminue de 5 points sur un an. Il s'établit ainsi au niveau moyen observé depuis 2000.
- La baisse de l'indicateur prévisionnel d'emploi est généralisée à l'ensemble des secteurs. Elle est nettement plus marquée dans la Construction (-7 points, à +3) et, plus encore, les Transports (-14 points à -8, un niveau très en-deçà de la moyenne de long terme du secteur de +6), en cohérence avec des perspectives d'activité plus dégradées dans ces secteurs.



Dans ses [Projections Macroéconomiques de décembre 2023](#), la Banque de France prévoit une croissance du PIB réel de +0,9 % en 2024, stable par rapport à 2023.

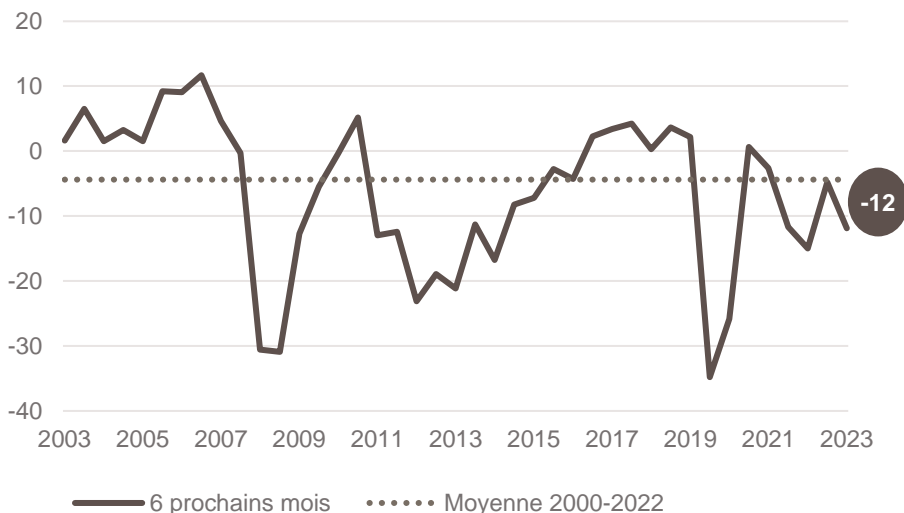
Une trésorerie attendue en dégradation et une rentabilité toujours moindre qu'avant crise

Partant d'un niveau encore confortable en 2023, la trésorerie est attendue en dégradation début 2024. La rentabilité resterait plus faible qu'avant crise.

Les TPE-PME sont moins confiantes sur l'évolution future de leur trésorerie.

- Le solde d'opinion sur l'évolution de la trésorerie au cours des 6 prochains mois recule de 7 points sur le semestre à -12, un niveau largement inférieur au niveau moyen de long terme (-4). Il est toutefois en hausse de 3 points par rapport à fin 2022, au cœur de la crise énergétique, et partant d'une situation de trésorerie en fin d'année 2023 jugée encore confortable.

• GRAPHIQUE 14 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSorerIE FUTURE (SOLDE D'OPINION EN %)



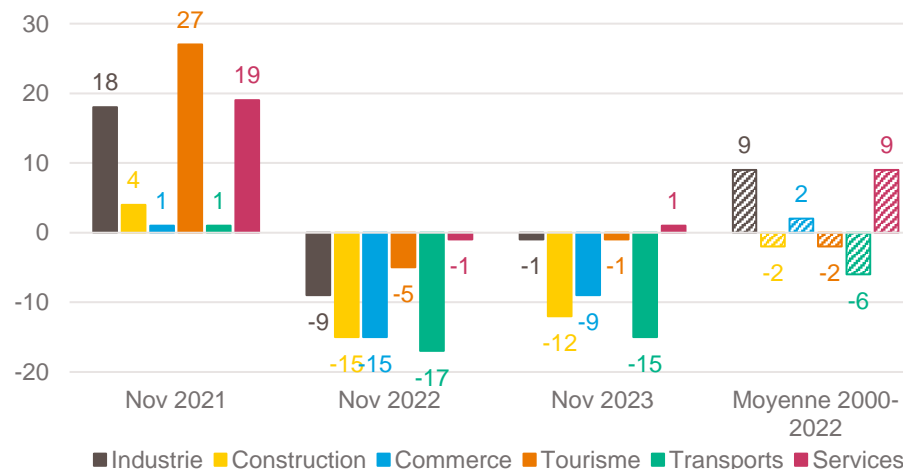
Note de lecture : en novembre 2023, la part des TPE-PME déclarant une trésorerie difficile durant les 6 derniers mois était supérieure de 11 points à la part déclarant une trésorerie facile.
Champ : total (N=4999); Source : Bpifrance Le Lab

- Le solde d'opinion s'inscrit en baisse sur le semestre dans l'ensemble des secteurs. Il est également en baisse sur un an dans la Construction (-3 points, à -17) et les Transports (-6 points, à -18), où il atteint les plus bas niveaux sectoriels. Il augmente assez nettement dans le Tourisme (+12 points sur un an, à -10), où il rejoint quasiment son niveau moyen de long terme (-9).

La rentabilité des TPE-PME resterait plus faible qu'avant crise.

- Alors que la rentabilité des TPE-PME en 2023 est jugée moins bonne qu'avant crise (cf. p12), le solde d'opinion sur l'évolution future de la rentabilité reste à un niveau encore très éloigné de sa moyenne de long terme malgré une amélioration sur un an (+5 points à -4, contre +4 en moyenne entre 2000 et 2022). 16 % des dirigeants de TPE-PME prévoient une augmentation de la rentabilité de leur entreprise en 2024 tandis que 20 % d'entre eux anticipent une moindre rentabilité.
- Le solde d'opinion progresse dans l'ensemble des secteurs, plus fortement dans l'Industrie (+8 points) et le Commerce (+6 points). Il demeure inférieur à sa moyenne de long terme dans l'ensemble des secteurs à l'exception du Tourisme (1 point au-dessus).
- Le solde d'opinion se redresse beaucoup plus nettement chez les PME d'au moins 10 salariés (+7 points, à -1) que chez les TPE (+1 point, à -10) même s'il reste, dans les deux cas, largement inférieur à sa moyenne de long terme (qui s'établit à respectivement +7 et -1).

• GRAPHIQUE 15 : JUGEMENT SUR LA RENTABILITÉ DE L'ANNÉE SUIVANTE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (SOLDE D'OPINION EN %)

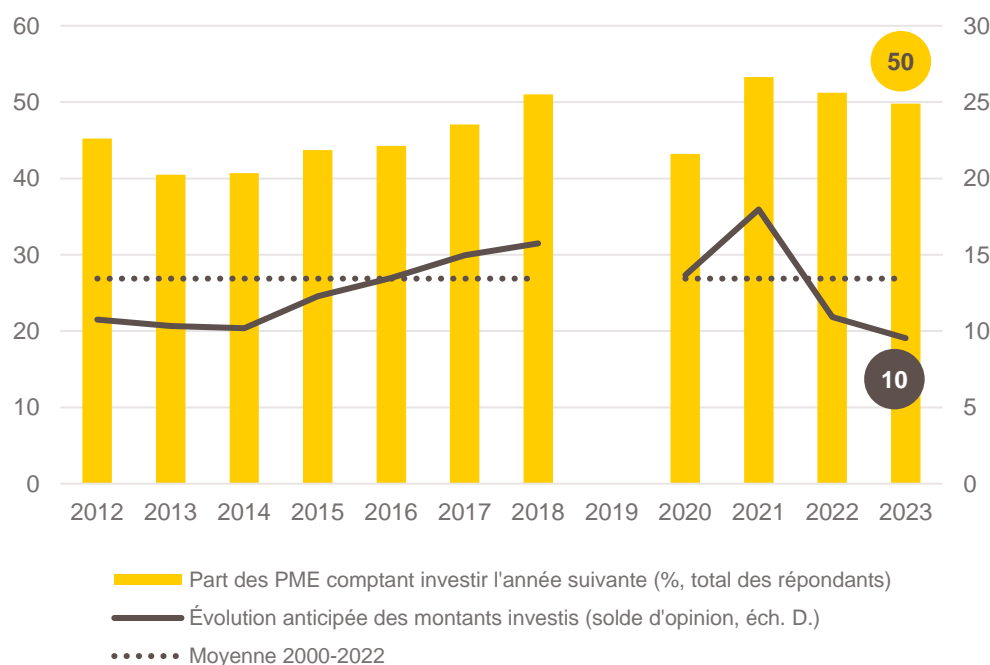


Champ : total (N=4999); Source : Bpifrance Le Lab

Ralentissement des dépenses d'investissement en 2024

Les dirigeants restent relativement nombreux à prévoir des investissements en 2024, même si les dépenses sont attendues moins dynamiques.

• **GRAPHIQUE 16 : ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE SUIVANTE**
SOLDE D'OPINION EN %



Note : en novembre 2023, 50 % des PME se déclarent prêtes à investir en 2023 et la part de celle anticipant une hausse des dépenses par rapport à 2023 est supérieure de 10 points à la part de celle anticipant une baisse. En raison d'un changement de méthodologie, les données pour l'année 2019 ne sont pas interprétables.

Champ: Total (N=4999); Source : Bpifrance Le Lab

La moitié des TPE-PME comptent investir en 2024. Les dépenses d'investissement seraient moins dynamiques qu'au cours des dernières années.

- 50 % des dirigeants ont l'intention d'investir en 2024, une proportion en très léger recul sur un an (51 % en novembre 2022 pour l'année 2023) mais proche de ce qui était observé avant crise (51 % en novembre 2018 pour l'année 2019). Le solde d'opinion sur l'évolution anticipée des dépenses d'investissement perd 1 point et s'établit, à +10, sensiblement en-dessous de sa moyenne de long terme (+13).
- Les TPE-PME industrielles seraient les plus nombreuses à investir en proportion, davantage que l'an passé (63 % comptent investir en 2024 contre 60 % en 2023 prévu fin 2022) et qu'avant crise. La part de TPE-PME ayant l'intention d'investir en 2024 diminue en revanche dans le Commerce (-1 point) et les Services (-2 points), et plus fortement dans la Construction (-9 points à 46 %, un niveau très bas pour ce secteur, dont la moyenne de long terme s'établit à 53 %).
- Le solde d'opinion sur l'évolution des montants investis reste stable dans l'Industrie, proche de sa moyenne de long terme. Il augmente légèrement dans la Construction, tout en restant bien au-dessous de son niveau moyen depuis 2000. Il recule dans les autres secteurs, en particulier dans les Transports où, même si les TPE-PME restent nombreuses à investir en proportion (58 %, proche de la moyenne de long terme), les montants investis sont attendus en recul (le solde d'opinion recule de 5 points à -3, bien en-dessous de sa moyenne de long terme).

Conjoncture régionale : synthèse

Le ralentissement de l'activité en 2023 s'observe sur l'ensemble du territoire. Il est plus ou moins prononcé selon les régions.

Le ralentissement de l'activité serait le plus marqué en Centre-Val de Loire (-27 points sur un an, à +8), ainsi qu'en Bourgogne-Franche-Comté (-26 points, à +3), qui serait par ailleurs la région la moins dynamique en 2023 (solde régional le plus bas). À l'inverse, l'activité ralentirait moins fortement en Normandie et en Île-de-France (respectivement -15 points et -14 points), qui sont également, avec le Grand-Est, les seules régions dont le solde d'opinion est supérieur ou égal à sa moyenne de longue période.

L'emploi ralentirait également, mais dans une moindre mesure que l'activité. Le solde d'opinion recule le plus fortement sur un an dans les Pays de la Loire (-15 points, à +6). Il diminue également sensiblement en Centre-Val de Loire (-9 points sur un an et -16 points sur le semestre, soit le plus fort recul sur 6 mois), où il s'inscrit en territoire négatif (-3), à un niveau très éloigné de sa moyenne de long terme (+7). Malgré un ralentissement marqué de l'activité en Bourgogne-Franche-Comté, l'emploi résiste plutôt bien, l'indicateur s'établissant, à +8, soit 3 points au-dessus de sa moyenne de long terme (-7 points sur un an).

Les TPE-PME franciliennes, provençales et normandes investissent relativement peu (resp. 34 %, 41 % et 44 %), dans des proportions bien inférieures à ce qu'elles étaient avant crise (resp. 43 %, 53 % et 61 % en 2019). Les TPE-PME d'Auvergne-Rhône-Alpes seraient nettement moins nombreuses à investir en 2023 (48 % après 54 %). La part de TPE-PME qui investissent en 2023 est la plus élevée en Bourgogne-Franche-Comté et en Nouvelle Aquitaine (52 %). Les montants investis sont attendus en net ralentissement en Occitanie et en Provence-Alpes-Côte d'Azur (resp. -10 points et -13 points).

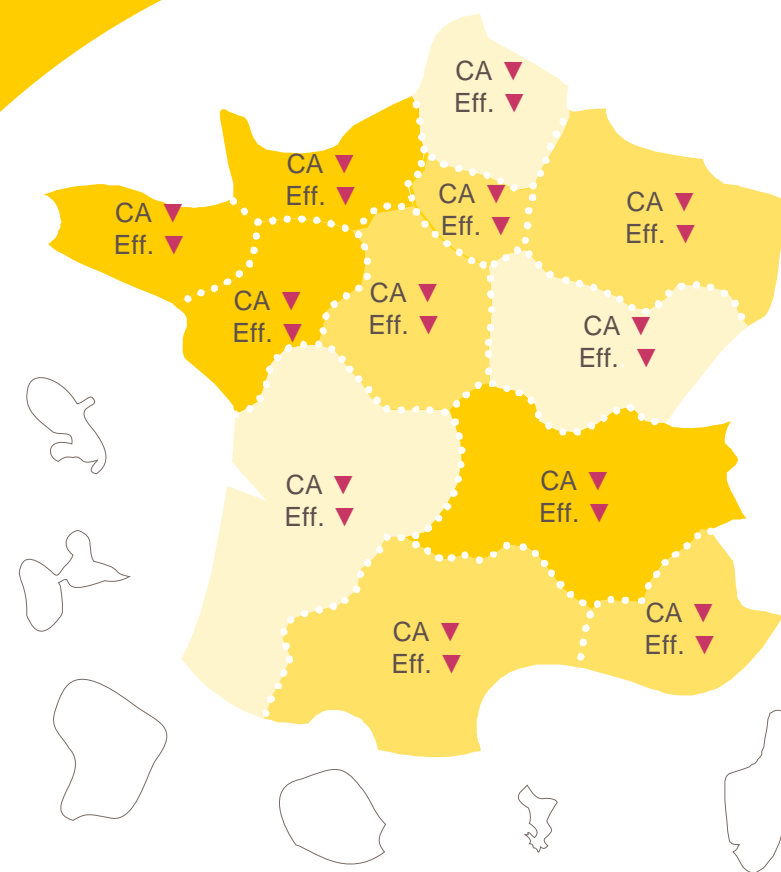
Les TPE-PME du Centre-Val de Loire et des Hauts-de-France sont les plus nombreuses à signaler des difficultés de trésorerie (29 % d'entre elles contre 26 % en moyenne nationale). La trésorerie s'est d'ailleurs fortement dégradée au cours des 6 derniers mois dans les Hauts-de-France (-11 points), ainsi que dans le Grand-Est (-8 points) et en Bourgogne-Franche-Comté (-7 points).

Pour 2024, les perspectives d'activité sont les plus dégradées en Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne et Pays de la Loire, régions dans lesquelles l'indicateur prévisionnel recule de 5 points sur un an, s'établit en territoire négatif, et s'inscrit plus de 20 points sous sa moyenne de long terme. L'indicateur prévisionnel d'activité progresse à l'inverse en Normandie (+3 points). Côté emploi, l'indicateur prévisionnel recule dans toutes les régions, à l'exception du Centre-Val de Loire. Il recule le plus fortement dans les Pays de la Loire (-14 points, à un niveau très en-deçà de sa moyenne de long terme).

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans le focus régional, accessible sur <https://lelab.bpifrance.fr/>.

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION

SOLDE D'OPINION EN %



Niveau du solde d'opinion sur l'activité

De 3 à 5

De 6 à 9

10 et plus

□ Non significatif

▲ Solde d'opinion en hausse sur un an

► Solde d'opinion stable sur un an

▼ Solde d'opinion en baisse sur un an

CHIFFRE D'AFFAIRES

EFFECTIFS

INVESTISSEMENT

Moyenne 2000 à 2022* Novembre 2022 Novembre 2023 Évolution / Novembre 2022

Moyenne 2000 à 2022* Novembre 2022 Novembre 2023 Évolution / Novembre 2022

Moyenne 2000 à 2022* Novembre 2022 Novembre 2023 Évolution / Novembre 2022

ANNÉE 2023 ⁽¹⁾

Ensemble des TPE-PME

10 – 250 salariés

Moins de 10 salariés

Commerce

Construction

Industrie

Services

Tourisme

Transports

14	27	8	🔻
21	34	15	🔻
4	14	-5	🔻
13	17	0	🔻
8	17	3	🔻
17	36	11	🔻
19	24	13	🔻
5	57	33	🔻
11	44	-4	🔻

8	14	6	🔻
14	20	12	🔻
0	3	-5	🔻
7	11	4	🔻
6	9	1	🔻
7	18	7	🔻
13	15	10	🔻
0	19	8	🔻
9	9	0	🔻

-2	-1	-5	🔻
0	3	-2	🔻
-6	-7	-12	🔻
-4	-2	-6	🔻
-5	-6	-12	🔻
-1	1	-5	🔻
1	-1	-2	🔻
-7	2	-4	🔻
1	3	-2	🔻

ANNÉE 2024 ⁽¹⁾

Ensemble des TPE-PME

10 – 250 salariés

Moins de 10 salariés

Commerce

Construction

Industrie

Services

Tourisme

Transports

17	6	4	🔻
22	12	8	🔻
8	-3	-5	🔻
16	-1	-2	🔻
2	-3	-16	🔻
22	7	8	🔻
23	17	16	🔻
9	10	11	🔻
6	-1	-12	🔻

12	17	12	🔻
15	21	15	🔻
8	8	5	🔻
9	12	10	🔻
6	10	3	🔻
14	21	17	🔻
19	21	17	🔻
1	11	9	🔻
7	6	-8	🔻

13	11	10	🔻
13	10	10	🔻
14	12	9	🔻
15	12	11	🔻
7	1	3	🔻
17	15	15	🔻
13	13	9	🔻
13	15	13	🔻
5	2	-3	🔻

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse – Part des entreprises anticipant une baisse)

* Moyenne 2010 à 2022 dans les Transports, la série ayant été créée en novembre 2009



04.



MÉTHODOLOGIE

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinions sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- **Indicateur en évolution** = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100
- **Indicateur en niveau** = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

Structure de l'échantillon

À l'occasion de la 78^e édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, près de 40 000 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à 249 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées à l'automne 2023.

4 999 réponses reçues entre le 9 novembre et le 5 décembre 2023, jugées complètes et fiables, ont été exploitées au niveau national et ont fait l'objet de déclinaisons pour l'ensemble des régions excepté la Corse et les Outre-Mer dont le nombre de réponses est insuffisant.

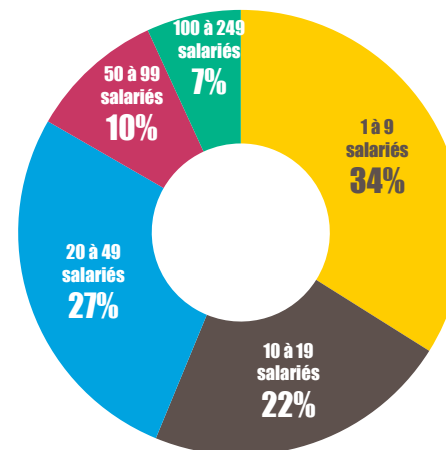
Des questions supplémentaires relatives au Prêt Garanti par l'État, aux difficultés d'approvisionnement et aux investissements verts ont été introduites pour l'ensemble de l'échantillon.

Les réponses à ces questions supplémentaires ont été redressées sous deux dimensions, de façon à reproduire la démographie des TPE-PME françaises:

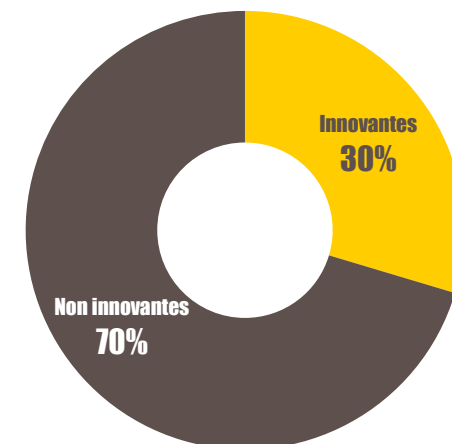
- Le nombre de salariés, de façon à corriger la sous-représentation des TPE parmi les répondants
- Le secteur d'activité, de façon à corriger la sur-représentation de l'industrie et la sous-représentation du secteur du tourisme

Le redressement a été effectué sur la base du nombre d'entreprises dans les différentes catégories.

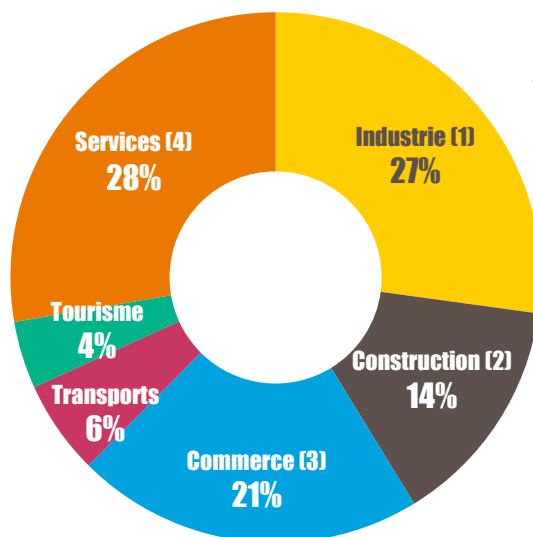
Taille



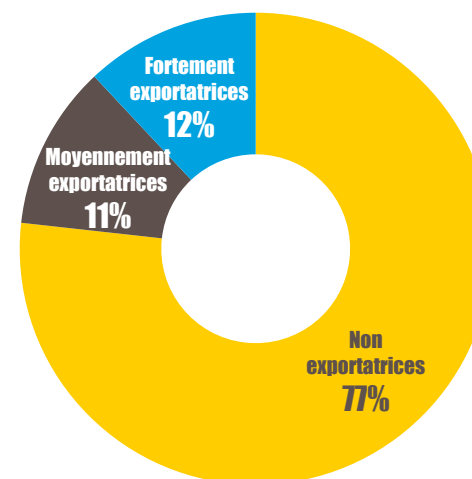
Caractère innovant



Secteur d'activité



Export



(1) 2 % agroalimentaire, 14 % biens intermédiaires, 8 % biens d'équipements, 3 % biens de consommation

(2) 12 % bâtiment, 2 % travaux publics

(3) 2 % commerce et réparation automobile, 13 % commerce de gros, 6 % commerce de détail

(4) 24 % services aux entreprises, 4 % services aux particuliers

Responsables de l'étude : Sabrina El Kasmi, Laetitia Morin
Direction de l'Évaluation, des Études et de la Prospective
Pôle Macroéconomie – Conjoncture.

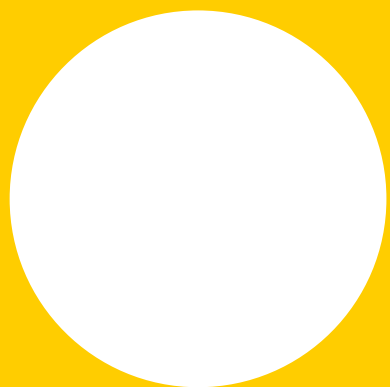
Pour contacter Bpifrance de votre région

[bpifrance.fr](https://www.bpifrance.fr)



27-31, avenue du Général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél. : 01 41 79 80 00

[lelab.bpifrance.fr](https://www.lelab.bpifrance.fr)



SERVIR L'AVENIR



lelab.bpifrance.fr